



MATTHIAS TAVEL

DÉPUTÉ DE LOIRE-ATLANTIQUE



Dignité et souveraineté

Il y a un an, vous m'avez réélu député. Depuis, je ne cesse d'agir avec la même boussole : dignité et souveraineté.

M. Macron a mis le pays dans une impasse. En nommant M. Barnier puis M. Bayrou à Matignon au lieu de nommer le Nouveau Front Populaire alors qu'il est arrivé en tête aux élections législatives, M. Macron a rompu avec l'usage démocratique.

Son but ? **Empêcher l'abrogation de la retraite à 64 ans** et tout changement. Vingt ans après la victoire du « non » au référendum de 2005 sur le traité européen, la souveraineté populaire est encore bafouée. Une 6^e République est indispensable pour sortir de cette monarchie présidentielle.

Car cette inaction aggrave l'affaiblissement de la France. **Affaiblissement industriel** avec l'abandon d'entreprises stratégiques comme Arcelor-Mittal. **Affaiblissement des services publics**, notamment l'hôpital et l'école étouffés par les coupes budgétaires. Affaiblissement encore face au **changement climatique** et ses effets.

Affaiblissement enfin **dans le monde** alors que la France devrait porter une voix forte pour défendre le droit international et la paix en Ukraine comme à Gaza.

Pour continuer sa politique injuste, le gouvernement trouve des alliés à l'extrême-droite et ses médias. **Le racisme, la haine des musulmans et l'antisémitisme divisent le peuple** et menacent l'unité du pays pendant qu'une poignée de privilégiés continuent de s'enrichir.

Au contraire, la dignité et la souveraineté sont des boussoles pour **unir les Français et renouer avec l'idéal républicain**. Comptez sur ma détermination pour les porter avec vous.

Fidèlement,

Matthias Tavel

DÉSERTS MÉDICAUX : PREMIÈRE VICTOIRE !

Pour lutter contre les déserts médicaux, l'Assemblée nationale a largement **adopté la régulation de l'installation des médecins**, comme c'est déjà le cas dans plusieurs pays comparables à la France. **Je suis cosignataire de cette proposition de loi** transpartisane.

C'est une victoire importante pour permettre à tous les citoyens d'avoir accès au droit fondamental de se soigner.

Le Rassemblement National et la majorité des macronistes ne l'ont pas votée. Le Sénat doit encore se prononcer.



BUDGET : NON À L'AUSTÉRITÉ BAYROU-MACRON

Le déficit de l'Etat s'est envolé à cause des **cadeaux fiscaux faits par M. Macron aux plus riches** et aux grandes entreprises depuis 2017. Selon la Cour des Comptes, ils ont privé l'Etat de 62 milliards d'euros par an. Sans cela, le déficit serait sous les 3% comme exigé par l'UE. Pourtant, le « ruissellement » promis aux Français n'a pas eu lieu.

Mais M. Macron refuse de récupérer cet argent. Il a nommé M. Barnier puis M. Bayrou pour protéger les plus riches. **Les députés macronistes et RN s'opposent par exemple au rétablissement de l'impôt sur la fortune.** Et au prétexte « d'économie de guerre », ils veulent faire payer l'addition aux Français (retraités, auto-entrepreneurs etc.) et couper encore dans l'écologie et les services publics.

Contre cette double injustice, **j'ai voté pour la censure** des budgets Barnier et Bayrou.

BUDGET 2026: LE GOUVERNEMENT
À LA RECHERCHE DE 40 MILLIARDS D'EUROS



IL FAUT PROTÉGER L'EAU POTABLE

Chaque année, nous dépensons des milliards d'euros pour dépolluer l'eau potable et notamment enlever les pesticides utilisés par l'agriculture chimique. **Seul 1% des masses d'eau du département est en bon état écologique !**

Pour en finir avec cette gabegie financière et ce danger sanitaire, je soutiens la proposition de mon collègue

Jean-Claude Raux pour **protéger les captages d'eau potable en interdisant l'usage de pesticides à proximité.**

J'ai aussi demandé une étude d'impact préalable à l'implantation de la plateforme logistique à proximité de la **nappe phréatique de Campbon**, demande refusée par le Préfet. C'est irresponsable.

À L'ASSEMBLÉE ENERGIE & INDUSTRIE



L'énergie et l'industrie sont des enjeux majeurs pour la France et le bassin nazairien. J'y consacre une large part de mon travail, tant à l'Assemblée qu'en circonscription. Le gouvernement joue contre l'intérêt général par ses retards sur les perspectives énergétiques et son inaction face aux plans sociaux dans l'industrie. Mon cap est clair : souveraineté, emploi et transition écologique.



Au forum du Syndicat des Énergies Renouvelables et à celui du journal Libération à Dunkerque pour défendre nos filières industrielles

INDUSTRIE : OÙ EST L'ÉTAT STRATÈGE ?

À l'Assemblée, j'ai été **chargé de rédiger un rapport sur « les atteintes à la souveraineté industrielle »**. Il démontre que la « réindustrialisation » vantée par les macronistes est malheureusement une fable. Le gouvernement laisse tomber nos industries stratégiques (General Electric, Vencorex, Arcelor-Mittal...). Il refuse d'affronter les vrais problèmes de l'industrie. Les solutions passent par un prix encadré de l'électricité, du protectionnisme face à la concurrence déloyale étrangère, une vraie planification écologique avec les salariés.

M. MACRON MET EDF DANS UNE IMPASSE

Les factures d'électricité ont doublé depuis que l'électricité a été ouverte à la concurrence. C'est insupportable. Mais au lieu de s'attaquer aux causes, M. Macron met le pays dans une impasse énergétique et EDF dans une impasse financière. Il veut imposer la construction de nouveaux réacteurs nucléaires hors de prix et à une date sans cesse repoussée. Il a changé le PDG d'EDF mais lui impose la même feuille de route intenable. **Désigné rapporteur pour l'audition du nouveau PDG Bernard Fontana par l'Assemblée**, j'ai donné un avis défavorable à cette nomination. Il faut sortir l'électricité du marché et donner la priorité aux énergies renouvelables, moins chères et plus rapides à développer.

GENERAL ELECTRIC : L'ÉOLIEN EN MER EN DANGER

Les 800 emplois supprimés par GE dans notre département sont un coup de tonnerre alors que Saint-Nazaire est à la pointe de l'éolien en mer. Les causes sont doubles : le retard pris par le gouvernement dans la planification des prochains parcs d'éolien en mer et l'abandon de ce fleuron d'Alstom à GE qui n'a aucune ambition pour cette filière. L'usine d'assemblage de nacelles risque de fermer en 2027 alors qu'elle sera la dernière en France. Le gouvernement n'a rien fait pour empêcher ces licenciements alors que **j'ai proposé un plan en 10 mesures pour la pérennité des sites et des emplois, y compris par la nationalisation**. Où seront assemblées les éoliennes installées en France si nos usines ont fermé ?



Aux côtés des salariés de GE de Montoir-de-Bretagne contre les licenciements dans l'éolien en mer.

CORDEMAIS DOIT RESTER UN SITE DE PRODUCTION D'ÉNERGIE

La direction d'EDF, avec l'accord du gouvernement, a annoncé en septembre dernier la fermeture sèche de la centrale électrique au charbon de Cordemais en 2027, en abandonnant le projet de conversion proposé par les salariés. C'est une décision inacceptable, contraire à la promesse faite par le Président de la République en 2023. Avec mes collègues parlementaires de gauche, en avril, **j'ai fait voter l'obligation pour EDF de présenter un plan de conversion au plus tard fin 2026**. Cordemais doit rester un site de production d'énergie autour des renouvelables.

Fin de vie : deux lois républicaines

Je soutiens les propositions de loi sur la fin de vie. Nous avons obtenu un droit opposable aux **soins palliatifs** pour que personne n'en soit privé et l'exclusion du secteur privé lucratif. La création du droit à l'**aide à mourir** permet à toute personne de disposer de son corps jusqu'à la fin de sa vie, dès lors qu'elle remplit des critères médicaux précis dont ni le grand âge ni le handicap ne font partie. Ce sont des lois profondément républicaines, de liberté, d'égalité et de fraternité pour une fin de vie digne et humaine.

EN CIRCONSCRIPTION POUR LE SERVICE PUBLIC

Les services publics sont indispensables à l'égalité. Pourtant, ils sont menacés par un manque de moyens, les coupes budgétaires du gouvernement Bayrou, et les appétits du privé. J'agis pour les défendre avec les usagers et les salariés. Tour d'horizon :

L'HÔPITAL MÉRITE MIEUX QUE LA CHARITÉ

Les urgences sont saturées, pénalisant les usagers comme les soignants, épuisés. Les difficultés de l'hôpital public sont la conséquence d'un manque de moyens causé par les politiques de ces dernières années.

Le budget Bayrou prive l'hôpital de 3 milliards d'euros supplémentaires !

À Saint-Nazaire, ces difficultés sont **aggravées par le loyer qui étouffe l'hôpital**. Face à cela, le silence du gouvernement est assourdissant malgré nos interpellations répétées. Privé de moyens, l'hôpital de Saint-Nazaire sollicite des dons privés pour financer des équipements. Ce mécénat est une mauvaise réponse aux difficultés rencontrées, pleine de risques. Je m'oppose à cette privatisation rampante. L'État doit garantir le service public !

DES MOYENS POUR L'ÉDUCATION ET LA CULTURE

L'école est aussi victime des coupes budgétaires. Les collèges et lycées voient leurs moyens baisser, des professeurs ne sont pas remplacés, et 6 classes de primaire ferment dans la circonscription. En appui au personnel, j'ai interpellé la Ministre de l'Éducation Nationale pour demander des renforts humains pour **le bon fonctionnement du lycée Aristide Briand de Saint-Nazaire** et son internat. À l'heure des scandales de l'enseignement privé comme l'affaire Betharram ou le lycée Notre Dame d'Espérance, renforçons l'école publique, laïque et gratuite.



Manifestation contre les coupes budgétaires dans la culture en Pays de la Loire et à Saint-Nazaire.

DES RENFORTS POUR LE TRIBUNAL

À Saint-Nazaire la situation est alarmante pour le tribunal judiciaire et les Prud'hommes, qui manquent de magistrats et de greffiers. **Les délais sont inadmissibles**. Situations familiales, protection de l'enfance, mais aussi atteintes à l'environnement, droit du travail, protection contre la délinquance et le trafic de drogue : **tout le monde est concerné**. Suite à mon interpellation et la mobilisation des personnels, le ministre de la Justice a indiqué que le tribunal de Saint-Nazaire devrait recevoir le renfort de 5 magistrats et 6 greffiers. Une première victoire.

LA POSTE : LA MOBILISATION CONTINUE

Depuis 2010 et sa privatisation par M. Sarkozy, un tiers des bureaux de poste ont fermé. Notre territoire ne fait pas exception : la Poste menace désormais de fermer les bureaux de Saint-Marc et l'Immaculée à Saint-Nazaire.

J'étais présent aux rassemblements organisés par l'association

L'Avis de Saint-Marc contre cette fermeture en décembre et avril. L'année dernière, à Donges, notre mobilisation a contraint la poste à faire marche arrière et à maintenir le bureau ouvert. La mobilisation paie !

SIX MOIS AUX CÔTÉS DES SINISTRÉS DE LA CPAM

La Loire-Atlantique est l'un des deux **départements cobayes** du nouveau logiciel "ARPEGE" de la **Caisse Nationale d'Assurance Maladie** pour les indemnités d'arrêt maladie.

Cette phase de test est calamiteuse pour les usagers (indemnités non perçues, versées en retard, acomptes trop faibles) **et les agents** (dégradation des conditions de travail, désorganisation, surcharge) : **le scandale doit cesser !**

Alerté dès novembre dernier, avec ma collègue Ségolène Amiot, je n'ai cessé d'accompagner les sinistrés et d'interpeller les pouvoirs publics pour y mettre fin.

Novembre 2024

Courrier d'alerte au directeur de la CNAM et à la ministre de la Santé

Relance de la ministre de la Santé par question à l'Assemblée Nationale

Décembre 2024

Rassemblement de soutien aux agents et sinistrés à Saint Nazaire

Janvier 2025

Rencontre et échange avec les collectifs d'assurés et syndicats de la CPAM

Réunion avec le directeur de la CNAM

Interpellation du préfet, de l'ARS, de la Défenseure des droits, de la ministre du Travail

Alerte à la presse dans Ouest France, Presse Océan et Mediapart

Mars 2025

2^e réunion avec le directeur de la CNAM

Avril 2025

3^e réunion avec le directeur de la CNAM

Saisie du Président de la commission des Affaires sociales à l'Assemblée pour convoquer le directeur de la CNAM

Mai 2025

4^e réunion avec le directeur de la CNAM

Audition à l'Assemblée Nationale du directeur de la CNAM suite à notre demande

Ces interpellations ont permis d'augmenter les effectifs en renfort et le versement d'acomptes. Nous continuons jusqu'au retour à la normale !

+DE 390 dossiers en souffrance transmis à la CNAM par mon équipe



VOTRE DÉPUTÉ MATTHIAS TAVEL À VOS CÔTÉS

Solidarité



Remise de diplômes du don du sang de Saint-Nazaire

Service public



En défense du bureau de Poste de Saint-Marc menacé de fermeture

Handisport



Avec les bénévoles de l'organisation des championnats de France de natation handisport à Saint-Nazaire

Voeux



Aux vœux de Guilly, Trignac, Saint-Malo-de-Guersac, Montoir-de-Bretagne, Saint-Nazaire, Communauté de Communes Estuaire et Sillon

Culture



Première du festival de musique pour jeune public Ty'Babel au théâtre Athénor

Bénévolat



Rencontre avec les bénévoles de l'association l'outil en main à Saint-Nazaire

Associations



Journées des associations de Montoir-de-Bretagne, Donges et Saint-Nazaire

Paix



Pour le cessez-le-feu à Gaza, la libération des otages, et l'arrêt de la politique génocidaire de Netanyahu

Santé



Inauguration du bâtiment rénové des unités de soins longue durée et de soins palliatifs de l'hôpital de Saint-Nazaire

Commémorations



Aux commémorations du 8 et 11 mai 1945 à Bouée, Cordemais, Lavau-sur-Loire, Saint-Nazaire

Proximité



Permanences de proximité : Savenay, Campbon, Donges, Montoir-de-Bretagne, Trignac, Saint-Nazaire (Bouletterie, Petit Caporal)

Patrimoine



Vernissage de l'exposition sur les Forges de Trignac

Le RN ne vous défend pas contre E. Macron

Votes à l'Assemblée Nationale (2022-2025)



Réguler l'installation des médecins contre les déserts médicaux



Bloquer les prix des produits de première nécessité



Indexer les salaires sur l'inflation et augmenter le SMIC



Rétablir l'impôt sur la fortune (ISF) Taxer les superprofits



Destitution de M. Macron et censure de M. Bayrou



ME CONTACTER

La permanence parlementaire est ouverte au public sans rendez-vous les mercredis de 13h30 à 16h30 au 57 bd Victor Hugo à Saint-Nazaire.

Contact et rendez-vous :

matthias.tavel@assemblee-nationale.fr
02 49 63 45 08

www.matthiastavel.fr

S'ABONNER À LA LETTRE NUMÉRIQUE



SUIVRE MON ACTION

